

Pas de salaire – Défendez-vous !

أهلاً وسهلاً
Willkommen
خوش آمدید
Bienvenue
Welcome

¹ Il peut y avoir emploi sans contrat de travail par écrit, et ce avec tous ses droits et devoirs.

Vous avez fui votre pays et vous vivez et travaillez actuellement en Allemagne.

Les collègues des syndicats réunis au sein du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB) vous souhaitent la bienvenue. Nous désirons ici vous informer sur vos droits sur le marché du travail. Ce dépliant a pour but de vous expliquer ce que vous devez faire si votre employeur ne vous verse pas de salaire.

Que faire si l'employeur ne paie pas ?

Si votre employeur ne vous paie pas suffisamment ou pas du tout, vous pouvez vous défendre. Si vous procédez correctement, vous avez des chances de percevoir votre salaire.

Ce que vous devez savoir

- ➔ Vous avez toujours un droit à percevoir votre salaire – même si vous avez été licencié ou si vous n'avez pas de contrat de travail écrit¹.
- ➔ En Allemagne, vous devez vous-même intenter une action en justice pour obtenir les salaires non payés (si possible avec l'aide d'un avocat ou d'un syndicat). Ni la police ni aucune autre institution publique n'est compétente pour cela.
- ➔ Demandez par écrit les salaires non payés auprès de votre employeur. Vous pourrez ainsi vous épargner éventuellement un procès judiciaire.

Comment est-ce que je peux me protéger ?

Avant de commencer à travailler, contrôlez si votre salaire convenu est correct. Existe-t-il un salaire minimum dans votre branche qui est au-dessus du salaire minimum légal (actuellement 8,50 euros bruts par heure)? Renseignez-vous pour cela auprès des syndicats ou d'un service d'information.

Documentez toujours votre travail. Inscrivez tous les jours dans un cahier vos heures de travail et de pause, le lieu de travail et les tâches effectuées. Notez le nom et l'adresse de l'employeur, de l'entreprise où vous travaillez ou du donneur d'ordre ainsi que le nom des collègues qui peuvent témoigner du travail effectué.

Comment est-ce que je calcule le montant qui me revient ?

Il est important que vous demandiez le montant correct auprès de l'employeur. Vous devez toujours vous orientez au salaire horaire brut ou au salaire mensuel brut. Procédez comme suit:

1. Calculez votre salaire brut pour les heures correspondant au salaire qui vous revient. Multipliez vos heures de travail par le salaire horaire et n'oubliez pas d'ajouter d'éventuels suppléments, par exemple le travail de nuit ou pendant les jours fériés.
2. Faites la liste des autres demandes, par exemple des déductions de salaire non justifiées ou le versement des jours de congé que vous n'avez pas pris.
3. Portez en compte les sommes nettes déjà perçues (avances).
4. Demandez le montant brut et indiquez les montants nets.

Ne calculez pas le montant final et ne déduisez pas le net du brut mais écrivez dans une ligne séparée la phrase suivante: «sommes dues non encore payées selon mes propres calculs».

Attention : il existe certains délais dits de prescription en fonction de votre contrat de travail respectif. Ces délais règlent la période pendant laquelle vous pouvez réclamer votre salaire auprès de l'employeur. Ces délais sont compris normalement entre deux et trois mois. Renseignez-vous à ce sujet auprès des syndicats ou d'un service d'information. Faites appel à un conseil juridique si vous avez dépassé les délais. Une action en justice devant le tribunal est éventuellement possible.

Exemple

Montant brut dû :

Heures de travail : 160 h à 8,50 euros bruts = 1.360 euros bruts

+ supplément nuit : 32 h * [8,50 euros * 0,25 (parce que 25 pourcent de supplément nuit)] = 68 euros bruts

+ paiement des congés 2 jours : 16 h à 8,50 euros = 136 euros bruts

= 1.564 euros bruts

Perçu jusqu'à présent : 500 euros nets

Sommes dues non encore payées selon mes propres calculs : 1.564 euro bruts

Comment est-ce que je réclame mon salaire correctement ?

Ecrivez une lettre à votre employeur qui doit contenir ceci:

1. Une liste dont il ressort le nombre d'heures que vous avez travaillé pour lui, quand, où et dans quelle fonction.
2. La somme que votre employeur vous doit.
3. Fixez un délai de paiement de deux semaines.
4. Indiquez les données de votre compte bancaire sur lequel le salaire dû doit être versé.

Demandez à un service d'information une lettre type ou demandez à vous faire aider pour formuler la lettre.

Attention : vous devez signer la lettre et l'envoyer par la poste (au mieux en recommandé) à l'employeur. Ou bien, vous pouvez demander à une personne de votre confiance de remettre la lettre pour vous à l'employeur. Les tribunaux ne reconnaissent pas les demandes de paiement par téléphone, email, SMS ou oralement. Conservez une copie de la lettre et le reçu de la poste comme justificatif.

Après réception de la lettre, l'employeur a deux semaines pour régler le salaire non payé. S'il ne répond pas à vos demandes dans ce délai, vous devez le poursuivre en justice devant un tribunal du travail allemand.

Comment les syndicats peuvent-ils aider ?

Les syndicats s'engagent pour les droits des salarié(e)s. Ils luttent pour une rémunération juste, de meilleures conditions de travail, des temps de travail corrects et la justice sociale. Ils peuvent organiser des grèves et conclure des conventions collectives avec les employeurs. Sans l'engagement des syndicats il n'y aurait pas, en Allemagne, de salaire minimum de 8,50 euros qui a été introduit en 2015. Les syndicats ne sont liés à aucun parti politique ni au gouvernement. Ils sont donc indépendants sans être apolitiques. Ils participent au débat politique. En Allemagne, plus de six millions de personnes sont membres d'un syndicat. Chaque branche professionnelle a son syndicat. La plupart d'entre eux sont réunis au sein du Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB).

V.i.S.d.P.: Annelie Buntenbach, DGB-Bundesvorstand, Henriette-Herz-Platz 2, 10178 Berlin

Nous vous recommandons de vous syndicaliser dès votre premier jour de travail en Allemagne. Les membres d'un syndicat bénéficient d'une aide et d'un conseil juridiques en cas de litiges et de questions concernant la vie du travail.

Les informations contenues dans ce dépliant ont été établies avec le plus grand soin. Elles ne sont pas malgré tout exhaustives. Certaines réglementations peuvent évoluer avec le temps.

Mise à jour : décembre 2015

Kein Lohn – Werden Sie aktiv!

Bienvenue
أهلاً وسهلاً
خوش آمدید
Willkommen
Welcome

Sie sind aus Ihrem Land geflüchtet und leben und arbeiten derzeit in Deutschland.

Wir – die Kolleginnen und Kollegen der im Deutschen Gewerkschaftsbund (DGB) zusammengeschlossenen Gewerkschaften – begrüßen Sie herzlich. Wir möchten Sie im Folgenden über Ihre Rechte auf dem Arbeitsmarkt informieren. Dieser Flyer klärt darüber auf, was Sie tun können, wenn Ihr Arbeitgeber Ihnen keinen Lohn bezahlt.

Was tun, wenn der Arbeitgeber nicht zahlt?

Wenn Ihr Arbeitgeber Sie gar nicht oder unzureichend bezahlt, können Sie sich wehren. Wenn Sie richtig vorgehen, haben Sie Chancen, Ihren Lohn zu bekommen.

Das sollten Sie wissen

- ➔ Sie haben immer ein Anrecht auf Ihren Lohn – auch wenn Sie gekündigt worden sind oder keinen schriftlichen Arbeitsvertrag haben¹.
- ➔ In Deutschland müssen Sie Ihren ausstehenden Lohn selbst (am besten mit Hilfe eines Anwalts oder einer Gewerkschaft) einklagen. Weder die Polizei noch andere staatliche Einrichtungen sind dafür zuständig.
- ➔ Fordern Sie den ausstehenden Lohn zunächst schriftlich bei Ihrem Arbeitgeber ein. Damit können Sie sich eventuell einen Gerichtsprozess ersparen.

¹ Ein Arbeitsverhältnis kann auch ohne einen schriftlichen Arbeitsvertrag zustande kommen, und zwar mit all seinen Rechten und Pflichten.

Wie kann ich mich schützen?

Prüfen Sie vor Aufnahme der Arbeit, ob Ihr vereinbarter Lohn korrekt ist. Gibt es einen Mindestlohn in Ihrer Branche, der über dem gesetzlichen Mindestlohn (derzeit 8,50 Euro brutto pro Stunde) liegt? Fragen Sie hierzu die Gewerkschaften oder eine Beratungsstelle.

Dokumentieren Sie immer Ihre Arbeit. Tragen Sie Ihre Arbeits- und Pausenzeiten, den Arbeitsort und die erledigten Aufgaben jeden Tag in ein Notizheft ein. Notieren Sie Name und Anschrift des Arbeitgebers, des Einsatzbetriebs oder Auftraggebers sowie die Namen von Kollegen und Kolleginnen, die von Ihnen geleistete Arbeit bezeugen können.

Wie berechne ich den mir zustehenden Betrag?

Es ist wichtig, dass Sie den richtigen Betrag beim Arbeitgeber einfordern. Sie müssen sich immer am Bruttostundenlohn oder Bruttomonatslohn orientieren. Gehen Sie folgendermaßen vor:

1. Berechnen Sie Ihren Bruttolohn für die Zeiten, für die Ihnen Lohn zusteht. Multiplizieren Sie Ihre Arbeitsstunden mit dem Stundenlohn und vergessen Sie nicht, eventuelle Zuschlüsse, zum Beispiel für Nacht- oder Feiertagsarbeit, hinzuzurechnen.
2. Listen Sie weitere Forderungen auf, zum Beispiel unbegründete Lohnabzüge oder die Forderung nach Auszahlung von Urlaubstage, die Sie nicht genommen haben.
3. Führen Sie bereits erhaltene Nettosummen (Anzahlungen) auf.
4. Fordern Sie den Bruttoanspruch ein und geben erhaltene Nettobeträge an.

Errechnen Sie keinen Endbetrag und ziehen Sie kein Netto vom Brutto ab, sondern schreiben Sie in einer extra Zeile den Satz: „Aus der eigenen Berechnung hervorgehende, noch ausstehende Forderung“.

Beispiel

Bruttoanspruch:

Arbeitsstunden: 160 h à 8,50 Euro brutto = 1.360 Euro brutto

+ Nachtzuschlag: 32 h * (8,50 Euro * 0,25 (weil 25 Prozent Nachtzuschlag)) = 68 Euro brutto

+ Urlaubsabgeltung 2 Tage: 16 h à 8,50 Euro = 136 Euro brutto

= 1.564 Euro brutto

Bisher erhalten: 500 Euro netto

Aus der eigenen Berechnung hervorgehende, noch ausstehende Forderung: 1.564 Euro brutto

Bitte beachten Sie: Abhängig von Ihrem jeweiligen Arbeitsverhältnis gelten bestimmte Fristen, sogenannte Ausschlussfristen. Diese regeln, wie lange Sie Ihren Lohnanspruch gegenüber dem Arbeitgeber einfordern können. Normalerweise liegen diese Fristen zwischen zwei und drei Monaten. Erkundigen Sie sich hierzu bei den Gewerkschaften oder bei einer Beratungsstelle. Holen Sie sich rechtlichen Rat, wenn Sie diese Frist verpasst haben. Eventuell ist noch eine Klage vor Gericht möglich.

Wie fordere ich meinen Lohn korrekt ein?

Schreiben Sie einen Brief an Ihren Arbeitgeber, der Folgendes enthalten muss:

1. Eine Liste, aus der hervorgeht, wie viele Stunden Sie für ihn wann, wo und in welcher Funktion gearbeitet haben.
2. Die genaue Lohnsumme, die Ihr Arbeitgeber Ihnen schuldet.
3. Stellen Sie eine Zahlungsfrist von zwei Wochen.
4. Geben Sie die Daten des Bankkontos an, auf das der ausstehende Lohn überwiesen werden soll.

Fragen Sie in einer Beratungsstelle nach einem Musterschreiben oder bitten Sie um Unterstützung bei der Formulierung des Briefes.

Bitte beachten Sie: Sie müssen den Brief unterschreiben und an den Arbeitgeber per Post (am besten als Einschreiben) schicken. Alternativ kann eine Person Ihres Vertrauens den Brief beim Arbeitgeber für Sie abgeben. Eine Zahlungsaufforderung per Telefon, E-Mail, SMS oder mündlich erkennen Gerichte nicht an. Behalten Sie eine Kopie des Briefes und eine Postquittung als Beleg.

Nach Eingang des Briefes hat der Arbeitgeber zwei Wochen Zeit, um den ausstehenden Lohn zu begleichen. Kommt er Ihren Forderungen in dieser Frist nicht nach, sollten Sie ihn vor einem deutschen Arbeitsgericht verklagen.

Wie können Gewerkschaften helfen?

Gewerkschaften setzen sich für die Rechte von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern ein. Sie kämpfen für eine gerechte Bezahlung, bessere Arbeitsbedingungen, faire Arbeitszeiten und soziale Gerechtigkeit. Sie können Streiks organisieren und Tarifverträge mit Arbeitgebern abschließen. Ohne den Einsatz der Gewerkschaften gäbe es in Deutschland etwa nicht den gesetzlichen Mindestlohn von 8,50 Euro, der 2015 eingeführt wurde. Gewerkschaften gehören zu keiner politischen Partei oder zur Regierung. Sie sind also unabhängig, aber nicht unpolitisch. Sie mischen sich in die Politik ein. In Deutschland sind über sechs Millionen Menschen Mitglied in einer Gewerkschaft. Für verschiedene Berufsgruppen sind verschiedene Gewerkschaften zuständig. Die meisten davon sind im Deutschen Gewerkschaftsbund (DGB) zusammengeschlossen.

V.i.S.d.P.: Annelie Buntenbach, DGB-Bundesvorstand, Henriette-Herz-Platz 2, 10178 Berlin

Wir empfehlen: Werden Sie ab dem ersten Arbeitstag in Deutschland Gewerkschaftsmitglied. Gewerkschaftsmitglieder erhalten rechtliche Hilfe und Beratung bei Streitigkeiten im und Fragen zum Arbeitsleben.

Die Informationen in diesem Faltblatt wurden mit größter Sorgfalt zusammengestellt. Es wird kein Anspruch auf Vollständigkeit erhoben. Einzelne Regelungen können sich im Laufe der Zeit ändern.
Stand: Dezember 2015